

AG du Défap : Le message du président

Dans son discours prononcé à l'ouverture de l'Assemblée Générale 2023 du Défap, qu'il a intitulé cette année « Les Églises entre replis et ouvertures – Pour un paradigme missionnaire renouvelé », le Président du Défap, Joël Dautheville, est revenu sur les réflexions initiées par le Défap ces dernières années autour des défis qui se posent aux Églises, et de ce que le Défap peut leur apporter.



Discours du président du Défap © Défap

Les Églises entre replis et ouvertures

Pour un paradigme missionnaire renouvelé

Accueil

Je suis heureux de vous accueillir à la Maison de la Mission. C'est la première fois depuis 4 ans que notre AG se tient en présentiel et la première fois que Basile ZOUMA y assiste en tant que Secrétaire général. Nous pensons à celles et ceux qui avaient pensé venir mais qui en ont été empêchés, entre autres par les grèves de transport. Bienvenue à vous toutes et tous.

Notre Secrétaire général, à la demande du Conseil du Défap lors de son embauche, a fait une formation pour l'aider dans sa mission. A ce sujet, je suis heureux de vous informer qu'il a pleinement réussi son master 2 en management des associations. Le Conseil de janvier dernier a été très intéressé de l'entendre développer son sujet de mémoire intitulé : ***Quels enjeux nationaux d'une association confessionnelle de solidarité internationale ?***. N'hésitez pas à l'inviter !

J'ai intitulé ce message « Les Églises entre replis et ouvertures – Pour un paradigme missionnaire renouvelé ».

Ce titre m'est venu en relisant les réflexions initiées par le Défap ou en lien avec lui ces dernières années. Je cite entre autres : le [forum de Perspectives Missionnaires](#) en novembre 2018 sur [Églises et replis identitaires](#), le travail sur la [refondation du Défap](#) à partir de 2018 par des équipes nommées à cet effet, le colloque du Défap en octobre 2019 avec le thème [Vers une nouvelle économie de la mission – Paroles aux Églises](#), l'[exposition remarquable du cinquantenaire](#), la [Lettre du Défap](#), les [jeudis de la mission](#) organisés par le Défap en visioconférence, la thématique [Convictions et Actions 2021-2025](#) qui sera l'objet d'un débat cet après-midi. Je rappelle que tout est téléchargeable sur defap.fr. Tous ces

exemples et il y en a bien d'autres sont autant d'événements qui sont des marqueurs de la volonté du Défap d'aider ses membres à être Églises témoins de l'évangile aujourd'hui.



Deux intervenants lors du forum de Perspectives Missionnaires en novembre 2018 : Jean-François Zorn (à gauche) et Jean-Paul Willaime (à droite) © Défap

Dans ce message, nécessairement bref, je ciblerai mon propos autour de deux situations qui impactent le Défap et ses Églises membres :

1- La crise écologique

Comme l'a dit Martin Kopp, président de la commission Écologie – Justice climatique de la FPF, notamment lors du synode de l'Epudf à Sète en 2021, il est admis que les émissions de gaz à effet de serre se font surtout au Nord, et les répercussions se font majoritairement au Sud. Conscient de ce problème et en

lien avec ses partenaires, le Défap a décidé de s'engager à diminuer sinon à compenser ses dépenses de carbone. Des calculs ont été réalisés et la Commission des Projets a décidé, au titre de la compensation de carbone de soutenir un projet d'amélioration des foyers pour la cuisine au Togo. Par ailleurs, pour réduire notre empreinte carbone des devis sont en cours au niveau du chauffage des bâtiments du Défap.

2- La mondialisation

La façon dont la mondialisation des biens et des services est conduite modifie en profondeur la vie de chacun mais aussi la politique des États, et la culture d'une façon générale.

Le professeur Jean-Paul Willaime, lors du forum de Perspectives Missionnaires, a évoqué le nom d'Arjun Appadurai, un célèbre socio-anthropologue indien qui a travaillé longtemps aux USA pour lequel, je cite « **aucun État moderne ne contrôle son économie nationale** » (1). Il ajoute : « la perte de souveraineté économique engendre partout une posture consistant à brandir l'idée de souveraineté culturelle. **La culture devient ainsi le siège même de la souveraineté nationale**, une telle évolution adoptant des formes très diverses ». Pour le professeur Willaime la mondialisation économique pourrait donc entraîner des replis identitaires et culturels dont certains ont des dimensions religieuses.

Je me permets de citer cet article, car devant l'impuissance politique sur le plan économique, la recherche de souveraineté concerne **la culture** et par conséquent les religions et parmi elles le christianisme, y compris le protestantisme français.



Simon Assogba, de l'Église Protestante Méthodiste de France-John Wesley (EPMF-JW), Église issue de l'Église Protestante Méthodiste du Bénin et implantée en France, présentant le Bénin et l'Église méthodiste béninoise de Paris à de jeunes visiteurs du Défap © Défap

En créant la Cevaa et le Défap en 1971, les Églises membres ont affirmé **que la mission est désormais de partout vers partout**. Elles ont décidé que leur souveraineté s'exercerait dans un esprit d'écoute mutuelle et de partage avec les autres Églises et les partenaires. Elles ont décidé qu'elles avaient **besoin les unes des autres** pour approfondir le contenu de l'évangile, pour mieux rendre compte de sa richesse et de sa pertinence, aujourd'hui, dans ce monde. Pour mettre en forme cette nouvelle vision de la mission, les Églises de France ont demandé au Défap de développer les échanges de personnes, ce qui se fait notamment par le **Volontariat** – et le Défap a les agréments de l'État pour ce faire – avec les Volontaires du Service Civique International (et maintenant de réciprocité) et les Volontaires de la Solidarité Internationale, avec les **échanges théologiques** grâce à l'accueil des boursiers, les échanges de professeurs de théologie, les échanges de pasteurs, etc... En lien avec les partenaires, par le Défap, les

Églises soutiennent des projets liés à l'éducation, à la santé, au développement agricole durable etc.

Or cette vision de la mission doit prendre en compte quelques réalités parmi lesquelles **le pluralisme religieux, la sécularisation croissante** avec comme corollaire la diminution des membres et des ressources des Églises, **la présence de pasteurs et de membres d'Église venant de l'étranger**. Être en mission aujourd'hui, proclamer la Bonne nouvelle de Jésus-Christ dans un contexte très laïc et de pluralisme religieux est une équation difficile à résoudre pour les Églises. Bernard Coyault dans sa conférence donnée à l'AG de la Fédération Protestante de France de janvier 2023 sur le thème « La théologie au défi de l'espace public » a forgé un concept très intéressant. Il a parlé de la nécessité qu'existe, je cite, **une théologie d'utilité publique**. Une façon pour les Églises d'être à la fois le plus fidèles à leur mission tout en respectant la pluralité des opinions religieuses ou agnostiques. À réfléchir !

Pour ne rien vous cacher, le Défap apparaît nettement comme

l'un des lieux où se forge une telle théologie au service des Églises ! Une théologie qui construit des ponts entre les personnes, les Églises et les partenaires, une théologie qui prône la réconciliation en Jésus-Christ, une théologie qui se souvient de la réalité biblique du croyant comme étranger et voyageur sur la terre, une théologie partagée avec ce que vivent les Églises et associations partenaires.

Lors des premiers travaux sur la refondation du Défap en 2018, [Jean-Luc Blanc a mis l'accent sur une situation relativement nouvelle pour cette institution en parlant des relations triangulaires](#). En effet le Défap est en lien avec les Églises d'Afrique, les Églises en France et les communautés satellites d'Églises d'Afrique en France. Pour le Défap et les Églises membres, cette nouvelle situation est une **occasion en or** pour renouveler et réaffirmer le paradigme missionnaire de la mission de partout vers partout. Elle est une **occasion unique** pour permettre aux Églises d'évoluer ensemble et de travailler sur les ponts à mettre en œuvre entre elles par-delà les fractures économiques et historiques, par-delà les distances géographiques et culturelles. Elle est une **occasion remarquable** pour tisser sans cesse des liens de réconciliation et favoriser le vivre-ensemble en travaillant notamment sur l'interculturalité. Avec la Cimade, la CEAF – Communauté des Églises d'Expression africaine – l'ACO – Action Chrétienne en Orient –, la Ceeefe – Communauté des Églises protestantes francophones –, la Cevaa et la Fédération Protestante de France présents au Conseil, grâce aux nombreux liens tissés depuis des années avec ses partenaires, le Défap est un service d'Église bien outillé pour stimuler les Églises membres dans leur mission aujourd'hui et rendre plus concrète leur vocation d'Église universelle.

Dans l'optique de la refondation du Défap – les Églises membres nous informeront du processus en cours – je crois utile qu'un **forum du Défap** ait lieu en automne 2024 avec les partenaires d'ici et de là-bas pour échanger et faire de

nouvelles propositions d'actions dans ce monde qui évolue constamment.

Avec un paradigme missionnaire renouvelé, la refondation du Défap doit pouvoir stimuler les Églises dans leur action et dans leur vocation à l'universel tout en se rappelant que la mission n'est pas la nôtre, mais qu'elle fait partie de la plus grande Mission de Dieu (Missio Dei) qui a commencé avec la mission (l'envoi) de Jésus-Christ et qui continue jusqu'à ce jour (2).

Merci de votre écoute.

*Joël Dautheville, président du Défap
25 mars 2023*

(1) Perspectives Missionnaires 2019 n° 77, p. 5

(2) Citation faite à partir de l'extrait d'une intervention de Kai Funkschmidt présentée au colloque 'La mission protestante aujourd'hui au Département Français d'Action Apostolique/DEFAP, Paris 24-26 mai 2002) sur la Conversion. On ne prend au sérieux la liberté de Dieu que si l'on accepte que son pouvoir se manifeste par différentes formes de « conversion », dont seulement quelques unes mèneront au baptême. Seule une missiologie qui reconnaît ce fait fondamental, accepte vraiment que la mission n'est pas la nôtre, et qu'elle fait partie de la plus grande Mission de Dieu (Missio Dei), qui a commencé avec la mission (l'envoi) de Jésus Christ et qui continue jusqu'à ce jour. L'Église participe à cette Missio Dei mais ne la contrôle pas.

Hope360 : vous aussi, courez pour Djibouti !

Tous les jeunes du centre de formation de l'EPED, l'Église protestante évangélique de Djibouti, se sont mobilisés pour engranger des kilomètres afin de soutenir leur projet de formation à l'énergie solaire, présenté par le Défap à l'édition 2023 de Hope360. Vous aussi, venez nous soutenir : en participant à la course connectée, vous pouvez accumuler des kilomètres là où vous êtes !



L'équipe du centre de formation de l'EPED lors de sa marche à travers la ville de Djibouti © Défap

Soutenez le projet du Défap !

Emmenés par Pierre Thiam, ils se sont mis en marche. Une sortie sur le boulevard de la République, puis une randonnée en groupe à travers les rues de la ville de Djibouti ; sous un ciel presque sans nuages, en cette fin d'hiver déjà chaude, mais loin encore des températures de juillet, qui dépassent facilement les 40°C sur le pourtour du Golfe de Tadjoura... À travers ces marcheurs, c'était tout le centre de formation de l'EPED, l'Église protestante évangélique de Djibouti, qui se mobilisait pour engranger des kilomètres à l'occasion de la « course connectée » de Hope360.

Pierre Thiam, envoyé du Défap, dirige le centre de formation de l'EPED. Un centre qui a développé depuis des années une série de projets de formation et d'insertion bénéficiant d'une vraie reconnaissance de la part des autorités djiboutiennes. Entre 2010 et 2017, le projet de rénovation des bâtiments de l'Église, sous forme d'un chantier école, a permis de former des jeunes Djiboutiens aux métiers de la maçonnerie, de l'électricité, de la plomberie... Entre 2015 et 2017, ce sont des jeunes en situation de handicap moteur qui ont été accueillis dans le cadre d'un projet éducatif cofinancé par l'Union Européenne, pour une formation professionnelle au métier d'assistant gestionnaire de réseau informatique et aux notions d'entrepreneuriat. Actuellement, le centre forme des jeunes aux métiers liés à l'installation et à la maintenance de panneaux solaires.



Élèves du centre de formation de l'EPED © EPED

Une activité qui se trouve au cœur de deux des grands enjeux de Djibouti : l'accès à l'énergie et à l'emploi. Djibouti a beau être l'un des plus petits pays d'Afrique – 23 200 kilomètres carrés – sa position géographique stratégique, à l'entrée méridionale de la mer Rouge et à proximité de certaines des voies maritimes les plus fréquentées du monde, en fait un pont entre l'Afrique et le Moyen-Orient. Son économie repose sur un complexe portuaire qui figure parmi les plus modernes du monde, et qui se développe. Mais Djibouti peine à se fournir en électricité et reste très dépendant des importations de combustibles fossiles, dont les prix explosent.

Dans son programme de développement à long terme, « Vision 2035 », le pays prévoit de parvenir à l'autonomie énergétique en visant un objectif de 100% de sources d'énergies renouvelables – notamment solaire. Encore faut-il former des techniciennes et techniciens, qui pour l'heure manquent cruellement, pour installer et entretenir les installations photovoltaïques. Autre enjeu crucial, le chômage : il atteint presque les 50%. Il est encore plus important chez les plus

jeunes : 70% des chômeurs ont moins de 30 ans. C'est sur ces deux points qu'intervient le centre de formation de l'EPED, en transmettant à des jeunes Djiboutiens des compétences qui aideront à la transition énergétique du pays et leur permettront de s'insérer sur le marché du travail. Un projet qui présente donc un double intérêt, social et écologique, et qui est précisément celui que le Défap a décidé de promouvoir cette année lors de l'édition 2023 de Hope360.



Élèves du centre de formation de l'EPED © EPED

Hope360, c'est un rendez-vous tout à la fois sportif et solidaire organisé par Asah (Association au Service de l'Action Humanitaire), le collectif des ONG chrétiennes de solidarité. Plus de 25 organisations œuvrant dans les domaines de l'urgence, du développement, de l'écologie, du plaidoyer... Le Défap en fait partie, aux côtés d'organisations comme ADRA (Agence de Développement et de Secours Adventiste), Medair (Aide d'urgence et reconstruction), Mercy Ships (qui affrète,

depuis 1978, des navires-hôpitaux à destination des pays les plus pauvres d'Afrique pour y offrir des soins gratuits), le SEL ou Portes Ouvertes... À travers Hope360, événement organisé tous les deux ans, Asah vise à promouvoir des projets de ses membres : lutter contre la lèpre, construire une école en Tanzanie, sécuriser l'approvisionnement en eau d'un orphelinat à Madagascar, aider à des formations professionnelles aux Philippines... [Le projet du Défap est ici](#). En récoltant 900 euros, il est possible de financer la formation d'un.e élève.



La formation d'un.e élève coûte 900€



Chaque année 20 élèves peuvent être formé.e.s

Ensemble tentons d'aider un maximum de personnes à se former !



Premier objectif : une personne formée (900€)

Commençons déjà ensemble à financer la formation d'un.e élève !



Deuxième objectif : deux personnes formées (1800€)

900€ sont déjà récoltés ? Finançons un.e deuxième élève !



Troisième objectif : trois personnes formées (2700€)

Félicitation trois élèves sont déjà formé.e.s. Vous pensez pouvoir faire plus ? Alors continuons ensemble, parlez-en autour de vous !

Hope360 associe une « course connectée » et un rendez-vous sportif le 15 avril en région parisienne. Pour devenir « hopeur » et prendre part à la « course connectée », il suffit de s'inscrire sur le site, de choisir le projet que l'on veut soutenir et l'objectif que l'on se fixe en termes de distance à atteindre... puis d'engranger le maximum de kilomètres (à pied, à vélo ou par tout moyen de transport non motorisé) pour le promouvoir. L'important n'est pas la performance : c'est surtout de faire connaître l'événement et le projet que l'on soutient autour de soi pour susciter les bonnes volontés. Voilà comment, depuis Djibouti, Pierre Thiam

et l'équipe du centre de formation de l'EPED ont pu participer. À Paris, [l'équipe du Défap a fait de même](#), en organisant avec les étudiants de l'Institut Protestant de Théologie une marche depuis le XIVème arrondissement jusqu'à l'ambassade de Djibouti, dans le XVIème. Comme le souligne Amélie Roumeas, coordinatrice de la course, chaque « hopeur », en « participant à faire connaître un projet, aidera à lever des fonds ». Et aidera aussi à mieux faire connaître toutes les actions des acteurs chrétiens de l'humanitaire... Un objectif commun est d'ailleurs fixé pour tous les participants de cette « course connectée » : parcourir une distance cumulée de 384 000 km – soit la distance Terre-Lune !



L'équipe du Défap au départ du 102 boulevard Arago, à Paris

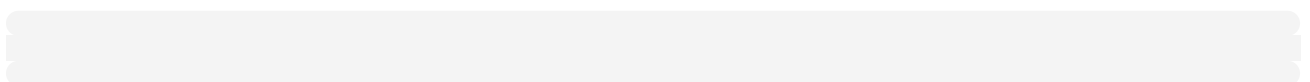
Et le 15 avril, pour celles et ceux qui seront en région parisienne, [rendez-vous aux Mureaux](#) – plus précisément à l'île de loisirs du Val-de-Seine, pour participer ensemble à toute

une série d'épreuves sportives et ludiques. Au menu : marche nordique, course à pied, biathlon, courses à vélo ou en caisse à savon... Il y en aura pour tous les goûts. Avec également sur place un village des associations pour rencontrer toutes les ONG partenaires, des animations, de quoi se restaurer...

Venez vous joindre à l'équipe du Défap et à celle de Pierre Thiam pour soutenir notre projet ! Vous pouvez nous aider à accumuler des kilomètres depuis chez vous en vous inscrivant à la « course connectée ». Et si vous êtes en région parisienne le 15 avril, on vous attend sur le stand du Défap à l'île de loisirs du Val-de-Seine !



[Voir cette publication sur Instagram](#)



Une publication partagée par Défap (@defap_mission)

Le Défap, «cadeau des Églises à la société»

Le pasteur Basile Zouma, Secrétaire général du Défap, a été invité à faire une présentation des activités du Service protestant de mission lors d'un « culte mission » à l'Espace Protestant Théodore-Monod, à Lyon. L'occasion de revenir sur l'engagement protestant du Défap, et sur ce qu'il apporte aux relations entre Églises de France et d'ailleurs.





Envoyer être envoyé

CULTE MISSION


 Service
Protestant
de mission
Défap

AVEC LA PARTICIPATION DE
 LA CHORALE **FEON'NY FAHAZAVANA**
 DE LA FPMA LYON.
 CULTE SUIVI D'UN **REPAS PARTAGÉ.**
OFFRANDE SPÉCIALE DESTINÉE À LA MISSION.


 ANIMATION ET PRÉDICATION
 ASSURÉES PAR LE **PST BASILE ZOUMA**
 SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU **DEFAP**

DIMANCHE 5 MARS 2023 À L'ESPACE PROTESTANT THÉODORE MONOD À 10H30

L'affiche du « culte mission » du 5 mars 2023 à Lyon © Espace Protestant Théodore-Monod

Si le Défap est le service missionnaire commun de trois Églises ou unions d'Églises de France, il met en réalité en relation, par ses activités, ce que vivent de nombreuses Églises dans de nombreux lieux, et dans des contextes très variés. C'est ce qu'a rappelé Basile Zouma, Secrétaire général du Défap, en introduction de sa présentation faite à l'Espace Protestant Théodore-Monod de Lyon : au-delà de l'Église protestante unie de France, au-delà de l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine, au-delà de l'Union nationale des Églises protestantes réformées évangéliques de France, ce que représente le Défap, ce sont « des liens et des ramifications avec des Églises partout dans le monde, que ce soit à Madagascar, au Congo, au Cameroun, au Maroc, un peu partout ». Des Églises qui « ensemble ont su tendre la main (...) pour se dire : Je suis disponible pour toi ».

Retrouvez ci-dessous l'enregistrement de la prédication du

pasteur Basile Zouma, et de sa présentation du Défap lors de ce « culte mission » à l'Espace Protestant Théodore-Monod de Lyon, le 5 mars 2023.

«Convictions et actions» : une AG pour faire le point

Le programme de travail actuel du Défap couvre la période 2021-2025. L'Assemblée générale 2023, qui a lieu cette année le samedi 25 mars, sera l'occasion de faire un point à mi-parcours. Elle donnera aussi la parole à des témoins de la mission, envoyé à Madagascar

ou boursière en congé recherche en France. Elle sera enfin l'occasion de se joindre à DM, l'homologue suisse du Défap, dans les célébrations de ses 60 ans.



Vue de l'AG 2023 du Défap © Défap

Le Défap est un lieu carrefour, où se croisent des voyageurs et des sédentaires, des cultures d'Église et des expressions de foi, des manières différentes d'envisager les grands problèmes du monde, des parcours de vie et des idées. Autant de rencontres et d'échanges qui s'entament et se poursuivent aussi bien à Paris qu'à l'autre bout du monde. Depuis plus de 50 ans, le Défap se veut ce ferment de dialogue grâce auquel les Églises peuvent mieux s'adapter aux changements du monde. C'est un véritable écosystème au sein duquel travaille le Défap, avec sa complexité et ses évolutions, et en prise directe avec les grandes problématiques dont traitent les

Églises. Les défis y sont abordés de la manière la plus concrète, souvent bien avant qu'ils ne deviennent objets de réflexions au sein des Églises. C'est ainsi que le Défap est engagé depuis longtemps dans des projets liés à l'éducation, à la santé, mais avec aussi en filigrane toutes les questions de paix, d'identité, d'accueil, de respect des cultures, de justice sociale, de développement, de relations entre religieux et politique... qui tantôt rapprochent, tantôt divisent les Églises. C'est aussi le cas des questions de sauvegarde de la création...

Ces thématiques recouvrent des priorités qui évoluent à vitesse croissante. La rencontre et les relations entre cultures et entre communautés : le choc de la période de crise sanitaire due au Covid-19, en grippant d'un seul coup tous les échanges internationaux dans un monde où ils semblaient aller de soi, a montré à quel point les sociétés sont fragiles, menacées par des forces centrifuges ; à quel point la relation aux autres implique des efforts quotidiens. Le changement climatique : il a suffi d'un été caniculaire et marqué par les incendies, suivi d'un hiver inédit de sécheresse, pour que ce qui semblait un défi lointain vu de France apparaisse désormais comme une menace terriblement présente.

Le document « [Convictions et actions – 2021-2025](#) » dont s'est doté le Défap reflète la manière dont ces défis sont intégrés dans le programme de travail et les activités du Service protestant de mission. Il s'ouvre sur une réaffirmation de ses convictions missionnaires puis décrit sa stratégie sur quatre ans, structurée par trois grandes priorités :

- 1) développer les liens avec les partenaires ;
- 2) s'engager pour la justice, le respect de la création et la dignité humaine ;
- 3) vivre l'interculturalité.

Au-delà de la présentation du rapport d'activité et des débats sur les finances, « il est proposé aujourd'hui de permettre à

l'AG de faire un point d'étape sur ce processus », souligne le président du Défap, Joël Dautheville, dans son courrier aux délégués et invités à l'Assemblée générale.

Des témoins invités à l'AG

Par ailleurs, pour mieux prendre conscience que la mission du Défap s'inscrit dans un tissu serré de liens, de partenariats et mobilise très au-delà des membres de son équipe, des invités directement impliqués dans cette mission auront l'occasion de dire, chacun à leur manière, ce qui se vit à travers le Défap. « Quelques témoins seront avec nous, notamment Jean-Claude Boudeaux, envoyé régulier à Madagascar et Flore Badila Loupe, boursière du Défap, effectuant un interim comme doyenne de la Faculté Protestante de Théologie de Brazzaville », souligne la lettre de Joël Dautheville.

Jean-Claude Boudeaux intervient à Madagascar. Dans ce pays, le Défap est en lien avec deux Églises, la FJKM et la FLM, pour des activités tournant essentiellement autour de l'enseignement. La FJKM (Fiangonan'i Jesoa Kristy eto Madagasikara, en français Église de Jésus-Christ à Madagascar) est la plus grande Église protestante du pays. Elle revendique 3 500 000 membres, répartis dans 5800 paroisses desservies par plus de 1200 pasteurs. Quant à l'Église luthérienne malgache (en malgache : Fiangonana Loterana Malagasy, FLM), elle revendique 3 millions de membres répartis dans 5000 paroisses, desservies par 1200 pasteurs. Les initiatives au sein des Églises protestantes malgaches, qui gèrent leur propre réseau d'écoles et ont leur propre département de l'éducation, sont nombreuses en matière d'éducation. Les besoins de formation des enseignants le sont tout autant. Madagascar est le pays qui accueille le plus grand nombre d'envoyés du Défap : ce qui représentait en 2022 cinq VSI (dont trois partis en famille) et 2 services civiques. Outre leur rôle dans l'enseignement, le Défap soutient les efforts de formation continue des enseignants liés à la FJKM et à la FLM : notamment celle mise en place par Jean-Claude Boudeaux en faveur d'enseignants et

directeurs / trices d'établissements scolaire, qui vise en outre à accompagner des formateurs locaux pour qu'ils puissent prendre la relève.



Futurs enseignants malgaches pendant leur formation © Défap

Quant à Flore Badila Loupe, elle est pasteure de l'Église évangélique du Congo (EEC), issue des missions scandinaves et qui revendique aujourd'hui 225.000 membres au Congo-Brazzaville. Elle est aussi docteure en théologie, après avoir soutenu une thèse à l'UPAC (Université protestante d'Afrique centrale) sur l'engagement politique de l'EEC. Elle est également vice-doyenne de la faculté de théologie protestante de Brazzaville, et vice-présidente de la conférence des ecclésiastiques de l'EEC. Après avoir bénéficié d'une bourse du Défap pour un congé-recherche en 2014-2015, elle travaille désormais à adapter sa thèse pour une future publication.



Flore Badila dans la bibliothèque du Défap © Défap

DM célèbre ses 60 ans

Cette AG sera enfin l'occasion de [célébrer les 60 ans de DM](#), l'homologue suisse du Défap. La Cevaa et le Défap sont nés en 1971, d'un ancêtre commun : la Société des Missions Évangéliques de Paris (la SMEP), qui avait eu de 1822 à la fin des années 60 une activité missionnaire s'étendant du Lesotho au Togo, de l'Océan indien au Pacifique. DM-échange et mission, département missionnaire des Églises de Suisse romande et des Églises françaises en Suisse alémanique (la CERFSA) était né pour sa part quelques années plus tôt, en 1963. Entre ces trois organismes institués pendant la même période et entretenant des relations avec les mêmes pays, on retrouve encore aujourd'hui des domaines d'activité très proches, et des échanges réguliers. DM, confronté aux défis que connaissent aujourd'hui tous les organismes missionnaires, a fait il y a quelques années sa mue ; on ne parle plus

désormais de « DM-échange et mission », l'association ayant changé ses statuts et son nom, et adopté un nouveau slogan, celui de « Dynamique dans l'échange ». S'appuyant sur le constat que le « centre de gravité du christianisme s'est déplacé au Sud », son 117ème Synode missionnaire (l'équivalent d'une AG), après un intense débat, a décidé à une large majorité de soutenir une nouvelle vision, dite de « réciprocité ». Avec trois thématiques porteuses : la formation théologique, le développement rural, l'éducation. Cette révolution interne s'est faite dans un contexte de réorganisation du paysage des oeuvres d'entraide de Suisse, avec la fusion de l'EPER (l'Entraide protestante suisse) et de PPP (Pain pour le prochain). C'est donc un DM tout neuf qui regarde désormais vers l'avenir et fête ses 60 ans tout au long de l'année, par des gâteaux partagés avec le Conseil et le Secrétariat, avec les envoyés, en Suisse, au Mexique... Des célébrations qui culmineront le 18 novembre 2023 à la cathédrale de Lausanne.



Célébration des 60 ans de DM au Mexique © DM

10 ans d'Al Mowafaqa : revivez l'intégralité du colloque

À l'occasion de ses dix ans, l'institut œcuménique de Théologie Al Mowafaqa s'est penché sur les minorités religieuses en Afrique méditerranéenne et subsaharienne lors d'un colloque de deux jours. Avec la participation de membres fondateurs d'Al Mowafaqa, d'universitaires, de partenaires publics et académiques... Retrouvez l'ensemble des interventions ici en vidéo.



*Colloque des dix ans d'Al Mowafaqa : de gauche à droite :
Sophie Bava (IRD, Marseille), Seydi Diamil Niane (IFAN, Dakar)*

*et Karima Dirèche (IREMAM, MMSH, Aix-en-Provence) © Al
Mowafaqa*

Les interventions du jeudi matin :

OUVERTURE OFFICIELLE

**OUVERTURE DE LA PARTIE ACADÉMIQUE ET PRÉSENTATION DES
TROIS PANELS**

**CONFÉRENCE D'OUVERTURE : FADI DAOU (FONDATION ADYAN,
GLOBETHICS)**

Le concept de minorités dans les discours religieux et géopolitiques contemporains : vers un changement paradigmatique risqué et prometteur.

Les interventions du jeudi après-midi :

PANEL 1 : SOURCES, GENÈSES, TEXTES DE RÉFÉRENCE OU FONDATEURS, COMMENT SE CONSTRUISENT LES MINORITÉS RELIGIEUSES ? Modération : Brigitte Cholvy (ICP, Paris) et Abderrahmane Gharioua (EDHH, Rabat)

- Jean Koulagna (Al Mowafaqa, Rabat)
- Fouad Ben Ahmed (EDHH, Rabat)
- Oissila Saaidia (Lyon 2, Lumière)
- Témoin : Jessica Abeni Komba (Al Mowafaqa)

PRÉSENTATION DU LIVRE « DIEU VA OUVRIR LA MER, CHRISTIANISMES AFRICAINS AU MAROC » de SOPHIE BAVA, BERNARD COYAULT, MALIK NEJMI

Publié aux éditions Kulte, avec Sophie Bava et Jean Landu Massebila

**Les interventions du vendredi
matin :**

PANEL 2 : LES PERCEPTIONS : QUELS REGARDS PORTÉS SUR CE

QUI SE PASSE ET SE VIT ?

Le rôle et la place des diasporas et des communautés migrantes dans les dynamiques perceptibles au Maroc, en quoi conduisent-elles à des reconfigurations ?

Les groupes minoritaires au sein des différentes traditions monothéistes, au nord de l'Afrique (Maghreb et Afrique subsaharienne), comment définir leurs situations ? Quels défis pour les uns et les autres ? Quelle place et rôle pour les minorités de type spirituel ou mystique dans les différentes traditions ? Modération : Sara Mejdoubi (Université Internationale de Rabat) et Pierre Adimi (Université de Tanger).

- Seydi Diamil Niane (IFAN, Dakar)
- Karima Dirèche (IREMAM, MMSH, Aix-en-Provence)
- Sophie Bava (IRD, Marseille)
- Témoin : Michelle Lakpa (Al Mowafaqa)

Les interventions du vendredi

après-midi :

PANEL 3 : QUELS SENS DONNER À L'EXPÉRIENCE D'ÊTRE MINORITAIRES ?

Comment une situation minoritaire peut être vécue comme une grâce donnée par Dieu, d'un point de vue de théologies chrétiennes, musulmanes ?

Modération : Rachid Saadi (Al Mowafaqa) Anouk Cohen (Centre Jacques Berque).

- Xavier Gué (ISTR, Paris)
- Farid El Asri (UIR, Rabat)
- Frédéric Rognon (Faculté de Théologie Protestante de Strasbourg)
- Témoin : Christian Ntap (Al Mowafaqa)

QUESTIONS-DÉBAT

CONCLUSIONS À DEUX VOIX : PASTEUR KAREN SMITH ET CARDINAL CRISTOBAL LOPEZ ROMERO, CO-PRÉSIDENTS D'AL MOWAFAQA

«L'Éternel y pourvoira» : une conférence et un livre sur la mission au féminin

Vous êtes cordialement invités à assister, jeudi 16 mars à 18 heures, à la conférence organisée en partenariat avec les éditions La Cause et le Défap autour du livre de Catherine Poinsignon : « L'Éternel y pourvoira – Adèle Casalis et Mary Cadier, femmes de missionnaires au Lesotho, 1856-1914 ». Rendez-vous à partir de 18 heures au 102 boulevard Arago, à Paris pour cette rencontre en présence de l'auteure. Entrée libre.

CONFERENCE

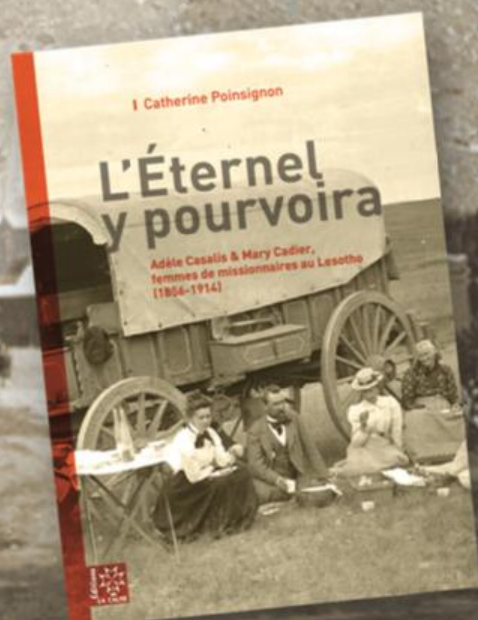
Rencontre suivie d'un buffet

L'Éternel y pourvoira

Adèle Casalis & Mary Cadier
femmes de missionnaires au Lesotho
(1856-1914)

Catherine Poinsignon

dédicacera son livre après la conférence



J E U D I

2023

16/
03/

18H

au DÉFAP

102 bld Arago
75014 Paris

Entrée
Libre



Service
Protestant
de Mission

Défap



Contact:

Librairie
Jean Calvin
47 rue
de Clichy
75009 PARIS

01 42 45 07 44

«Ne pas jeter sur la voie publique»

Organisée par la Fondation La Cause et la Librairie Jean Calvin

librairiejeancalvin.fr

© Crédit photo: Défap Service Protestant de Mission

Présentation du livre de Catherine Poinsignon © Affiche de La

Cause

La vie et l'œuvre de missionnaires au Lesotho au XIXe siècle et au début du XXe siècle, vue par Adèle Casalis-Mabille et Mary Cadier-Mabille, deux épouses de missionnaires dont le travail a été au moins aussi important que celui de leurs maris. Un point de vue rare, admirablement rendu par Catherine Poinson, descendante d'Adèle et Mary, et qui rend vivantes et passionnantes les informations qu'elle a pu tirer de la correspondance de ses aïeules. C'est ce que vous êtes invités à découvrir jeudi 16 mars au Défap, à l'occasion de la conférence donnée par Catherine Poinson pour présenter son livre : *L'Éternel y pourvoira – Adèle Casalis et Mary Cadier, femmes de missionnaires au Lesotho, 1856-1914*. Un récit inédit, une vision renouvelée et stimulante de la mission ; la conférence de ce jeudi au Défap est organisée en partenariat avec les éditions La Cause, qui publient l'ouvrage. Le rendez-vous est à 18 heures, l'entrée est libre ; au-delà du livre lui-même, cette soirée sera l'occasion d'évoquer la mission au Lesotho. Des photos seront projetées et commentées. Un buffet clôturera la soirée.

Depuis l'origine, le Lesotho occupe une place à part dans l'histoire de la Société des missions évangéliques de Paris – et partant de là dans celle du Défap, qui en est l'héritier. Le Lesotho a été le premier champ de mission de la toute jeune SMEP. Une aventure au cours de laquelle obstacles et opportunités se sont combinés pour pousser trois jeunes missionnaires, Eugène Casalis, Thomas Arbousset et Constant Gosselin, vers un pays inattendu et inconnu. L'Afrique australe était alors sous domination britannique, et c'était le champ de la Mission de Londres, la London Missionary Society (LMS), présente depuis la fin du XIXème siècle et bientôt rejointe par les missions anglicanes, méthodistes et presbytériennes. À la création de la SMEP, les liens ont été tout de suite très étroits avec la LMS ; et lorsque John Philip, Surintendant de la Mission de Londres, suggère lors

d'un passage à Paris en 1829 d'envoyer aussi des missionnaires français sur place, il s'agit de s'inscrire dans un projet commun : apporter l'Évangile aux peuples autochtones, certes... mais aussi rappeler aux Afrikaners, les descendants de protestants hollandais et français fuyant l'Europe, que l'asservissement des habitants du pays par les colons et tous les excès de l'esclavage ne peuvent s'accorder avec la foi chrétienne.

La rencontre du chef Moshoeshoe et du Lesotho

Sur place toutefois, les Français connaissent des déboires ; l'action d'évangélisation auprès des natifs se heurte au refus des chefs locaux de les laisser s'installer sur leur territoire. Ni les Matabele, ni les Zoulous n'acceptent leur présence ; et c'est finalement Moshoeshoe, le chef d'une autre tribu, celle des Sotho, présente dans un pays inconnu des Européens, le Lesotho, qui se dit prêt à les accueillir. Dès lors se noueront des liens étroits entre ces missionnaires et ce peuple que rien ne destinait à se rencontrer.



*La station missionnaire de Morija, au Lesotho © Bibliothèque
du Défap*

Cette aventure missionnaire et humaine en pays inconnu aura poussé les uns et les autres à revisiter leurs convictions et leur vision du monde, à s'adapter, à innover ; les missionnaires français se seront faits au fil du temps ethnographes, linguistes et avocats de ce peuple auprès des autorités publiques... Les missionnaires... et leurs proches, femmes et enfants, puisque la mission est aussi devenue au fil des ans une aventure familiale. Ce sont ainsi des relations nouvelles qui ont dû s'inventer sur place. Les femmes de missionnaires ont ainsi un rôle à jouer : par leur statut d'épouse et de mère, elles apportent sa dimension civilisatrice à la mission. Elles doivent incarner un modèle pour les femmes sothos et transmettre les valeurs familiales et les normes européennes. Il y a ensuite les enfants : les filles de missionnaires, qui participent bientôt à part entière à la mission sur place.

Au-delà des figures des premiers missionnaires, ce rôle des femmes et cette dimension familiale de la mission ont été redécouverts à travers des travaux récents sur les archives de la SMEP que conserve la bibliothèque du Défap (1). Dans son livre, Catherine Poinson nous livre un récit romancé élaboré à partir des échanges épistolaires d'Adèle Casalis-Mabille et Mary Cadier-Mabille. Un récit romancé mais néanmoins ancré dans le réel, et qui permet de suivre le quotidien et l'engagement de ces femmes de missionnaires envoyées par la Société des Missions de Paris au Lesotho. L'occasion de découvrir ou de redécouvrir l'engagement et l'abnégation de ces femmes entièrement dédiées à la mission de leur mari, de leur père, de leur fils...

Retrouvez ci-dessous le podcast de l'émission de La Cause sur Fréquence Protestante présentant le livre de

Catherine Poinsignon :

(1) Camille AUBRET, Femmes et Mission, de la France au Lesotho : statuts, rôles et engagements au sein de la Société des Missions évangéliques de Paris, de 1825 aux années 1910, Mémoire de Master 2 Recherche Histoire de l'Afrique, Université Paris I Panthéon-Sorbonne

Princia Stevene Nzinounou : étudier Jacques Poujol au Congo

Que peut apporter la pensée de Jacques Poujol dans le contexte du Congo-Brazzaville ? Pour Princia Stevene Nzinounou, qui fait partie de l'EEC (Église évangélique du Congo), les écrits de ce pasteur, psychothérapeute et formateur en relation d'aide pourraient bénéficier au suivi des couples au sein de son Église. Actuellement étudiante à l'UPAC (Université protestante d'Afrique centrale), elle est venue en congé-recherche en France en bénéficiant d'une bourse du Défap, pour poursuivre ses travaux sur ce thème.



Princia Steve Nzinounou dans le jardin du Défap © Défap

Jacques Poujol est à la fois pasteur et thérapeute. Avec son épouse Claire, il exerce un ministère de relation d'aide et d'accompagnement psychologique. Formé en analyse transactionnelle, à l'aide aux victimes d'abus, mais aussi conseiller conjugal et familial, il s'emploie depuis plusieurs années à former à la relation d'aide. Il enseigne auprès de plusieurs instituts bibliques et facultés de théologie, en France et en Suisse. Par ailleurs, il anime de nombreux séminaires de développement personnel. Et il a rédigé de nombreux ouvrages sur ces diverses thématiques. Une voie mêlant foi et psychothérapie dans laquelle il s'est orienté après avoir fait le constat des souffrances dans lesquelles se débattaient de nombreux membres d'Églises, même après avoir vécu une démarche de conversion censée être libératrice..

Ces questions liées à l'accompagnement psychologique et spirituel ne sont guère abordées au sein de l'Église

évangélique du Congo (EEC), où tout ce qui relève de la psychothérapie est plutôt vu avec méfiance. Or Princia Stevène Nzinounou estime que l'Église aurait beaucoup à y gagner. Originnaire de République du Congo (ou Congo-Brazzaville), membre de l'EEC et étudiante à l'UPAC (Université protestante d'Afrique centrale), elle travaille actuellement à une thèse à ce sujet : « L'accompagnement psychologique et spirituel chez Jacques Poujol, un outil d'analyse dans le suivi des couples dans l'Église évangélique du Congo ».

Elle a bénéficié pour ses travaux d'une bourse du Défap, grâce à laquelle elle peut effectuer des recherches en France. Elle travaille en lien avec deux enseignants en théologie pratique de l'Institut Protestant de Théologie (IPT) : Élian Cuvillier et Nicolas Cochand. Rencontre.

«Les voies de la paix» : un colloque à Bangui avec le soutien du Défap

L'association A9, créée à Bangui par un ancien boursier du Défap, Rodolphe Gozegba, et qui s'est fait connaître notamment à travers un programme d'agriculture urbaine destinée à améliorer l'autonomie alimentaire de la capitale centrafricaine, prépare un colloque sur « Les voies de la paix face à la difficile construction de la cohésion sociale en Centrafrique ». Cette rencontre, organisée en partenariat avec l'Université de Bangui et avec le soutien du Défap, réunira des personnalités comme le chef de l'État Faustin-Archange Touadéra, deux des trois « saints de Bangui » – le cardinal Dieudonné Nzapalainga et le pasteur Nicolas Guerekoyame Gbangou – ainsi que Jean-Arnold de Clermont, ancien président du Défap.



Rodolphe Gozegba détaillant les projets de l'association A9

Tout au long de ses études de théologie, depuis la Fateb (Faculté de théologie évangélique de Bangui) jusqu'à l'IPT-Paris (Institut protestant de théologie), Rodolphe Gozegba De Bombémbé a gardé en arrière-plan de ses travaux et de ses réflexions le drame que vivait son pays, la République centrafricaine. Les maux y sont multiples et s'enchevêtrent. Le pays voit se succéder les épisodes de guerre plus ou moins ouverte depuis son indépendance ; le dernier conflit en date, la troisième guerre civile centrafricaine, s'est développé au cours de l'année 2013. Il a vu s'opposer les milices de la Seleka, à majorité musulmanes et fidèles au président Djotodia, à des groupes d'auto-défense chrétiens et animistes, les anti-balaka, fidèles à l'ancien président François Bozizé. Une guerre qui s'est traduite par des exactions sans nombre contre les civils et qui a laissé le pays déchiré et détruit. Depuis lors, la situation politique est d'une extrême instabilité, entre un gouvernement qui peine à faire reconnaître son autorité hors des limites de la capitale et des groupes armés qui revendiquent une légitimité politique. L'Accord Politique pour la Paix et la Réconciliation (APPR-RCA), signé en février 2019 avec 14 groupes armés, continue de servir de feuille de route pour la recherche de la paix et de la stabilité à long terme, même après le retrait des groupes armés liés à la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) en décembre 2020. La MINUSCA, force de maintien de la paix de l'ONU composée de plus de 15 000 hommes, reste présente dans le pays depuis 2014. Conséquence de cette instabilité récurrente, la RCA se classe au bas des indices du capital humain et du développement humain, à la 188ème place sur 189.

Le drame de la Centrafrique avait déjà influé sur le choix du sujet d'étude de Rodolphe Gozegba lorsqu'il était en France : la théologie de Jürgen Moltmann, une théologie de l'espérance et des recommencements. « Moltmann, à travers tout ce qu'il a

vécu, soulignait-il, réussit à nous parler d'un Dieu non pas lointain, mais bien présent ; un Dieu qui compatit à la douleur et qui intervient, qui agit. » Après sa thèse de doctorat soutenue en décembre 2020, Rodolphe Gozegba est revenu à Bangui pour aider. Avec quelques amis, il a fondé l'association A9.

« Les tensions ont cassé toute cohésion sociale »



L'une des premières actions de l'association A9 à Bangui : participants du projet « Nourris ta ville en 90 jours » réunis lors d'une distribution de matériel © A9

A9 : une association qui s'est fixé comme but d'intervenir, non pas dans un seul domaine, mais de manière globale, face à tous les maux de la société centrafricaine. Et avec, dès l'origine, une sensibilité particulière à l'environnement, un aspect le plus souvent négligé dans un pays où la paix reste encore à construire. Parmi les facteurs qui ont le plus contribué à le pousser à créer cette structure, Rodolphe Gozegba cite « l'insécurité alimentaire, les effets du

réchauffement climatique, les conséquences de la crise inter-communautaire de 2013 ». Sa toute première action aurait dû être la lutte contre les déchets plastiques, qui, explique Rodolphe Gozegba, « constituent une véritable menace pour la nature et pour la santé publique ». Mais au moment de lancer le projet, « il y a eu une attaque de la capitale par les rebelles, qui ont coupé les routes d'approvisionnement ; Bangui s'est retrouvée asphyxiée ; il fallait alors un plan d'urgence alimentaire. C'est ainsi que nous avons proposé le projet : Nourris ta ville en 90 jours ». Il s'agissait d'aider les habitants de la capitale à améliorer leur autonomie alimentaire, en cultivant de nombreuses parcelles inexploitées à Bangui. Un projet qui a reçu le soutien du Défap et de l'UEPAL, et qui a déjà donné sur place des résultats très encourageants.

C'est dans cette optique de recherche de solutions globales face aux divers maux de la société centrafricaine qu'A9 organise aujourd'hui son premier colloque, avec le soutien du Défap et en partenariat avec l'Université de Bangui. Il portera sur « *Les voies de la paix face à la difficile construction de la cohésion sociale en Centrafrique dans un contexte de tensions internationales* », et se tiendra les 17 et 18 mars 2023 au siège de la CEMAC (la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale).

Entretien avec Rodolphe Gozegba sur l'association A9, émission présentée par Marion Rouillard

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 23 novembre 2022 sur Fréquence Protestante

« Ce colloque, indique A9 dans la présentation du programme, s'inscrit dans un double contexte : d'une part, celui de la guerre russo-ukrainienne et ses incidences socio-politiques et

économiques sur les pays en voie du développement ; et d'autre part, celui des tensions socio-politiques palpables en République centrafricaine. Les conséquences touchent surtout les populations civiles. La communauté internationale semble bien souvent impuissante. Construire la paix et la cohésion sociale est devenu difficile, cela demande beaucoup de bonne volonté et d'efforts de part et d'autre. Dans le contexte de la RCA, les tensions ont cassé toute cohésion sociale. La méfiance s'est installée au sein de la population alors que le peuple doit construire son avenir dans la paix et dans la cohésion sociale. »

Ce colloque, poursuit A9, *« permettra de partager des expériences, de soulever des questions capitales relatives à la résolution des conflits dans un monde en transformation rapide. Ainsi, la consolidation de la paix et de la cohésion sociale devient impérative pour garantir un État de droit, les droits humains fondamentaux, les droits internationaux, etc. »*

Parmi les intervenants, notons la présence :

- de Faustin-Archange Touadéra, président de la République centrafricaine ;
- de Jean-Arnold de Clermont, ancien président du Défap, actuel président d'honneur de l'Observatoire Pharos ;
- du cardinal Dieudonné Nzapalainga et du pasteur Nicolas Guerekoyame Gbangou (deux des trois « saints de Bangui », trois dignitaires religieux – un imam, un pasteur, et un archevêque – qui avaient choisi de prêcher ensemble la paix et la réconciliation au plus fort des affrontements qui, en 2013, laissaient craindre que la guerre civile ne dégénère en conflit religieux) ;
- d'Abdoulaye Ouasselegue, président de la Communauté islamique centrafricaine ;
- de Nupanga Weanzana, doyen de la Fateb.

Vous pouvez retrouver ci-dessous le programme complet de ce colloque :

Flore Badila : « L'Église doit revisiter son rôle prophétique »

La pasteure Flore Urbaine Badila Loupe est l'auteure d'une thèse sur l'engagement politique de son Église : l'EEC (Église évangélique du Congo). Thèse qu'elle compte publier prochainement ; elle bénéficie pour cela d'un congé-recherche et du soutien du Défap. Rencontre.



Flore Badila dans la bibliothèque du Défap © Défap

Flore Urbaine Badila Loupe vient de l'Église évangélique du

Congo (EEC), issue des missions scandinaves et qui revendique aujourd'hui 225.000 membres au Congo-Brazzaville. Une Église qui fait partie de la Cevaa, et avec laquelle le Défap entretient des relations régulières. Pasteure, Flore Badila est aussi docteure en théologie, après avoir soutenu une thèse à l'UPAC (Université protestante d'Afrique centrale) sur l'engagement politique de l'EEC. Elle est également vice-doyenne de la faculté de théologie protestante de Brazzaville, et vice-présidente de la conférence des ecclésiastiques de l'EEC.

Flore Badila avait déjà bénéficié d'une bourse du Défap pour un congé-recherche en 2014-2015. Elle avait alors effectué ses travaux à l'IPT-Montpellier. Désormais, il s'agit de publier sa thèse, qui devrait bientôt être disponible sous le titre : « Le rôle de l'Église dans la politique : quel prisme pour l'avenir de la cité ? ». Elle présente ici les grands axes de ses travaux sur l'engagement politique de l'EEC.

« Face à une position paradoxale de l'Église, souligne-t-elle, j'ai pensé que l'Église devait revisiter sa façon de faire, sa vision, et plus précisément son rôle prophétique, qui est de dénoncer les injustices, et de rappeler à l'ordre les gouvernants dans leur tâche de gouvernants. »

Tunisie : la solidarité face aux tensions

Depuis les propos incendiaires du président tunisien dénonçant les migrants subsahariens, les tensions ont brusquement augmenté, avec de véritables chasses à l'homme dans certaines villes, mais aussi des manifestations contre le racisme. L'Église Réformée de Tunisie, avec laquelle le Défap est en lien et qui accueille de nombreux migrants et étudiants subsahariens, s'efforce d'aider ceux qui craignent désormais de sortir dans la rue.



*Une réunion des paroissiens de l'Église Réformée de Tunisie ©
ERT*

« Il y a un climat de méfiance dans le pays : on sent de la peur chez les Subsahariens, et de la peur chez les Tunisiens. Dans la rue, les regards ont changé. Mais il y a aussi des gens qui montrent de la compassion ; certains qui m'abordent pour me dire des paroles de soutien... Des commerçants qui nous proposent de la farine, et c'est d'autant plus précieux quand on sait les pénuries que connaît le pays... » Depuis le discours du président tunisien Kaïs Saïed dénonçant un complot qui aurait pour but de remplacer la population tunisienne par des migrants subsahariens, Freddy a vu la situation se tendre brusquement : des violences ont éclaté, de véritables chasses à l'homme ont été lancées contre les migrants. Des manifestations ont aussi été organisées pour dénoncer le racisme. Mais le président tunisien n'est pas revenu sur ses propos. Ils ont même été légitimés ou amplifiés par certains responsables tunisiens, comme le ministre des Affaires étrangères, Nabil Amar. Ou comme l'ambassadeur de Tunisie au

Congo : « Il est allé propager des rumeurs horribles, parlant de migrants qui seraient descendus dans les rues de Sfax avec des machettes, qui auraient tué une femme, relate Freddy. C'est absolument sans fondement, personne n'a trouvé trace d'un tel fait-divers. »

Freddy est pasteur de l'Église Réformée de Tunisie, avec laquelle le Défap entretient une longue histoire : fondée par un missionnaire de la SMEP il y a plus de 130 ans, et longtemps fréquentée principalement par des Français, des Suisses, des Belges, des Américains ou des Anglais, elle a vu sa sociologie se transformer profondément au tournant des années 2000 avec le développement de l'immigration subsaharienne. Freddy en est lui-même une illustration, puisqu'il est né en République démocratique du Congo. Migrants ou étudiants subsahariens sont nombreux à fréquenter les cultes dominicaux. En temps ordinaire, du moins. Car depuis les déclarations de Kaïs Saïed, ils n'osent plus sortir dans la rue. « Dimanche dernier, il n'y en avait que quelques-uns au culte », témoigne une volontaire européenne qui travaille pour une association liée à l'Église.

Les propos incendiaires du président tunisien ne sont pourtant pas venus de nulle part. Ce dont ils témoignent, c'est de la fuite en avant d'un régime de plus en plus répressif, mais incapable de régler la crise économique et sociale dans laquelle s'enfonce le pays.

Les origines de la crise

Une inflation à plus de 10% et des pénuries quotidiennes : en Tunisie, on manque de lait, de farine, de viande, d'œufs, d'huile... L'impact de la guerre en Ukraine est bien présent : le prix des matières premières et notamment celui des céréales, utilisées pour nourrir le bétail, a grimpé en flèche depuis le début du conflit. Mais comme le reconnaît lui-même Samir Saïd, le ministre de l'Économie, cette guerre n'a fait qu'empirer une crise préexistante. Si la « révolution du

jasmin », en 2011, a provoqué le départ du président Zine el-Abidine Ben Ali et servi de facteur déclencheur au « printemps arabe », elle s'est aussi traduite par une décennie de croissance perdue dans une économie multipliant les facteurs de blocage et incapable de se réformer : entre 2011 et 2019, la croissance du produit intérieur brut est tombée à 1,7% en moyenne. Avec la guerre en Ukraine et la hausse des coûts de l'énergie, le pays peine désormais à boucler son budget et attend du Fonds monétaire international un prêt de 1,9 milliard de dollars, en échange d'un programme de réformes économiques drastiques.



Un culte de l'Église Réformée de Tunisie © ERT

Au-delà du chômage et des pénuries, les espoirs déçus de la révolution de 2011 ont aussi une traduction politique : en janvier dernier, le second tour des législatives a été marqué par une abstention de près de 90 %. Un désenchantement qui profite aux rhétoriques populistes comme celle de l'actuel

chef de l'État tunisien. Élu en 2019 à la faveur d'un vote qui avait marqué un rejet massif des élites sorties de la révolution tunisienne, Kaïs Saïed devait sa popularité à sa dénonciation de la corruption et à son image d'ascète et d'homme modeste. Depuis, l'homme a amorcé un net virage autoritaire, s'est attaqué à l'équilibre institutionnel issu de la Constitution de 2014 en s'octroyant les pleins pouvoirs constitutionnels, puis en bloquant les activités du Parlement avant de le dissoudre. En juillet 2022, il a fait adopter par référendum une nouvelle Constitution caractérisée par un pouvoir exécutif fort et faisant référence à l'islam comme source du droit. Parallèlement, les voix dissidentes étaient muselées. Les mesures de répression visant une opposition pourtant atone sont devenues de plus en plus fréquentes, les motifs les moins crédibles devenant prétextes à arrestations. Le week-end du 11 au 13 février a ainsi été marqué par une vague d'interpellations de personnalités proches de l'opposition, suscitant dès le lundi 14 les commentaires inquiets du haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Volker Türk, « face à l'aggravation de la répression contre ceux qui sont perçus comme des opposants politiques ».

« L'épicier de notre quartier m'a donné six bouteilles de lait »

En désignant désormais les migrants subsahariens à la vindicte populaire, Kaïs Saïed joue la stratégie du pire. L'ancien président tunisien Moncef Marzouki a fustigé des propos « lamentables et irresponsables » dont l'impact « a été catastrophique ». L'Union africaine a dénoncé des « déclarations choquantes ». Mais les effets au quotidien risquent de durer. « Maintenant, il suffit d'avoir la peau noire pour risquer de se faire agresser dans la rue, témoigne Freddy. Même si on a des papiers en règle. Et même si on a la nationalité tunisienne ». Certains étudiants craignent aujourd'hui de rejoindre leur école pour suivre les cours, et risquent de ne pas pouvoir finir leur cursus. Quelques-uns ont

vu leur appartement visité et cambriolé. Freddy évoque aussi la situation de familles chassées du jour au lendemain par leur propriétaire, et qui se sont retrouvées à la rue en pleine nuit avec leurs enfants.

Face à ces tensions, l'Église tente de s'organiser. « On a apporté à manger à des étudiants qui n'osaient plus sortir », témoigne Freddy, qui ajoute, lucide : « Pour moi, ces propos du président, c'est destiné à distraire le peuple ». Mais beaucoup de Tunisiens qu'il rencontre n'en sont pas dupes : « L'épicier de notre quartier m'a donné six bouteilles de lait en pleine pénurie. On sent que des Tunisiens voudraient dire pardon aux Subsahariens pour les propos de leur président. »

Franck Lefebvre-Billiez

Liban : les enfants de la crise

Élèves en décrochage scolaire du fait des crises à répétition des écoles libanaises, enfants de familles syriennes ayant fui la guerre et qui n'ont jamais été scolarisés : ce sont quelques-uns des profils d'élèves accueillis dans l'école où travaille Noémie, envoyée au Liban par le Défap. Des enfants qui ont déjà vécu trop de choses, mais attachants malgré leurs difficultés à s'adapter aux attentes du milieu scolaire... Témoignage.



Noémie avec ses élèves © Safe Haven, Beyrouth

Quel est le cadre de votre mission ?

Noémie : Je suis actuellement VSI (Volontaire de Solidarité Internationale) au Liban, pour une mission de deux ans. Je suis co-envoyée par le Défap et un autre organisme protestant : Mena. Je suis enseignante de français dans un centre d'éducation pour enfants dits « à risque », qui n'ont pas accès à l'éducation dans de bonnes conditions.

Quels sont leurs profils ?

Il y a tout d'abord beaucoup d'élèves syriens. Un grand nombre de réfugiés sont arrivés de Syrie au cours des dix dernières années, et les familles n'ont pas toujours pu scolariser leurs enfants parce qu'il n'y avait pas de place dans les écoles ; ou alors, uniquement dans des écoles privées, qui sont payantes, et les frais de scolarité sont hors de portée de parents ayant fui la Syrie. Deux des classes sont pour des enfants plus âgés, dix ans ou plus, et qui n'ont jamais été scolarisés. C'est donc leur première année ; et le projet de ce centre, c'est de leur permettre d'entrer dans les apprentissages, en espérant qu'ils puissent rejoindre un circuit d'enseignement classique.

Un deuxième profil d'élèves que l'on trouve dans cette école : des enfants majoritairement libanais, qui sont scolarisés le matin dans des écoles publiques, et pour lesquels il faut faire du soutien scolaire. Comme le reste du pays, les écoles publiques sont en crise au Liban : elles ont été très souvent fermées ces dernières années suite aux troubles sociaux, à l'épidémie de Covid-19, à l'explosion du port de Beyrouth, aux nombreuses grèves... Du coup, les inégalités se sont creusées entre les enfants de familles qui avaient la possibilité d'aider leurs enfants dans leur scolarité, et les autres, qui ont très peu progressé dans leurs apprentissages. Or les cours se poursuivent comme si l'école n'avait jamais arrêté, les programmes n'ont pas évolué en fonction de toutes ces interruptions, et les attentes vis-à-vis des élèves ne prennent pas en compte le retard pris dans les cours : on pourra demander par exemple à des classes de primaire de lire

des textes en sciences... alors que les bases de la lecture ne sont pas maîtrisées.

Il y a aussi un programme pour les plus petits, destiné surtout à des enfants de réfugiés syriens qui risquent d'avoir du mal à entrer dans les apprentissages et à s'habituer à l'école. On leur apprend à tenir un crayon, on leur montre des livres, des albums... Il s'agit aussi de leur apprendre à suivre des consignes, écouter l'enseignante, travailler en groupe...

Quelles ont été vos premières impressions du Liban ?

Contradictoires. D'un côté, j'apprécie beaucoup l'accueil ; l'hospitalité est une valeur très importante... Spontanément, les gens m'invitent, ils ont envie de me faire découvrir leur culture. Ils se montrent honorés et touchés que je fasse l'effort d'apprendre l'arabe. Ils me font découvrir la gastronomie du pays. Mais d'un autre côté, on voit bien que tout le pays est en crise ; et ceux que j'interroge ont un regard assez pessimiste sur la situation de leur propre pays. Il est difficile pour eux de se projeter dans l'avenir. La pauvreté est visible dans les rues : des enfants mendient, trient des déchets...J'ai aussi rencontré des personnes âgées qui ont plus de 70 ans et qui doivent travailler, faute de système de retraite. Ça fait mal au cœur.



Élèves de l'école où travaille Noémie © Safe Haven, Beyrouth

Et vos premières impressions du lieu où se déroule votre mission ?

À mon arrivée, j'ai été d'emblée immergée dans la culture locale. Au quotidien, mes collègues parlent arabe : j'ai dû m'adapter, même si je manque encore de maîtrise de la langue. Mais j'ai été aidée jour après jour, on m'a tout expliqué du fonctionnement de l'école.

Pendant tout le mois de décembre, j'étais en phase de découverte : j'ai pu voir comment travaillaient les autres enseignants, donner des coups de main, faire connaissance avec les enfants... C'était une période assez festive : au début du mois, on fête la Sainte-Barbe – une tradition importante dans la culture libanaise. Ensuite, il y a eu Noël. C'était un bon contexte pour apprendre à connaître les élèves.

Puis, au mois de janvier, j'ai vraiment commencé à enseigner après avoir vu, en concertation avec la directrice, sur quels projets je pouvais m'impliquer. J'anime donc, le matin, un atelier d'initiation au français pour les élèves des deux classes de maternelle ; et l'après-midi, je fais de l'aide aux devoirs. J'ai aussi commencé à enseigner les maths dans une des classes destinées aux élèves plus âgés qui n'ont jamais été scolarisés. Ce qui présente quelques difficultés : d'abord, bien sûr, il faut que je maîtrise les nombres en arabe ; ensuite, et c'est le principal défi, ces enfants qui ne sont jamais allés à l'école ont des niveaux très hétérogènes, et aucune habitude de ce qui est attendu des élèves. Ils ont du mal à rester assis, à tenir un crayon, à se repérer dans le temps (ils peuvent confondre les jours de la semaine ou les mois du calendrier)... C'est donc par là que j'ai commencé : leur apprendre à se repérer dans un calendrier. Puis je me suis mis à reprendre les bases en mathématiques. Ce qui me touche, même s'ils sont chahuteurs, c'est qu'ils sont très désireux d'apprendre et très respectueux, on sent chez eux une envie de s'impliquer et d'apprendre. Ils sont très attachants.

Quelles images, quels souvenirs vous ont le plus marquée depuis votre arrivée au Liban ?

Ma colocataire et moi avons été invitées dans une famille de réfugiés syriens : nous avons vécu là des moments forts, parmi des gens très accueillants. Il nous était difficile de communiquer du fait de l'obstacle de la langue... et pourtant, nos hôtes avaient tellement envie de nous accueillir ! Je me souviens d'une petite fille de douze ans qui a joué le rôle de la maîtresse de maison à notre arrivée, qui nous a servi le thé : elle était très touchante...

Une autre image qui me revient : celle d'une petite fille de maternelle, à l'école où je travaille. Une élève très agitée, qu'il faut tout le temps rappeler à l'ordre : nous savons qu'elle vient d'une famille nombreuse où elle n'a peut-être

pas toute l'attention dont elle aurait besoin. À la fin d'un cours, elle m'avait demandé de lui lire une histoire, dans un livre qu'elle avait avec elle : c'était « La petite marchande d'allumettes ». C'est une histoire triste ; on y parle de pauvreté, de froid, d'hiver, de mendicité... Je ne voulais pas lui lire la fin car elle est vraiment désolante. Et elle m'écoutait, très attentive... Je me suis demandée pourquoi cette petite fille voulait que je lui lise précisément ce livre. Je ne suis pas du tout sûre qu'un élève de son âge, dans une classe en France, aurait eu le même intérêt pour une telle histoire... Et elle a rapporté le même livre semaine après semaine. Elle voulait toujours que je le lui lise. Je me demandais quel écho cette histoire éveillait chez elle. J'étais très touchée de vivre ces moments-là avec elle.

J'ai aussi été frappée de la réaction des gens lors du séisme qui a frappé la Turquie et la Syrie. On l'a ressenti aussi au Liban, mais pas très violemment ; pourtant, il y a eu une forte émotion toute la semaine. Certains disaient que les secousses leur avaient rappelé l'explosion du port de Beyrouth. On sentait que c'était un moment qui ravivait pas mal de traumatismes. Et parmi les familles syriennes, beaucoup ont encore perdu des proches...

Un parcours œcuménique et écologique de Carême

Parmi les trois grands axes de travail que s'est fixé le Défap dans son programme « Convictions et actions – 2021-2025 » figure la sauvegarde de la création : le

Défap veut ainsi « s'engager pour la justice, le respect de la création et la dignité humaine ». Des préoccupations souvent intimement liées, et que résume bien le concept de « justice climatique ». Le Carême peut être l'occasion de mûrir une démarche de changement, avec toute la profondeur spirituelle nécessaire, c'est-à-dire non seulement un changement mais une réelle conversion. En ce temps de crise écologique et climatique, une équipe œcuménique a construit pour le Carême 2023, à l'initiative d'Église Verte, une proposition de chemin d'écoute de la Parole de Dieu, de prière et de réflexion autour des enjeux écologiques.



Cette « retraite » de Carême est à vivre individuellement en ligne, ou bien à plusieurs en paroisse/Église locale, par exemple avec l'équipe Église Verte, ou avec des frères et sœurs d'une communauté chrétienne voisine. En effet, face à

l'angoisse paralysante qui peut nous saisir devant l'étendue de la crise écologique, la réception communautaire est essentielle et favorise l'élan d'action.

Chaque semaine, du 22 février au 9 avril,

Ce parcours intitulé « Terre promise » propose :

- En ligne : une méditation du texte d'Évangile du dimanche, un témoignage de chrétiens ayant vécu un chemin de conversion écologique, une vidéo invitant à choisir de poser des actions, et un temps de relecture de la semaine sous le regard de Dieu
- En paroisse/Église locale : une lecture biblique et un temps de partage méditatif selon une méthode inspirée de la spiritualité ignacienne.

Porté par la plateforme catholique Prie en chemin, le parcours Terre promise est accessible soit sur le site internet, soit sur une application pour une écoute nomade, et nécessite une simple inscription à l'adresse suivante : <https://prieenchemin.org/inscription-careme-2023/>

Retrouvez dans les podcasts de l'EPUdF la présentation de ce parcours :